

## Programme de Gotha (mai 1875)

I. — Le travail est la source de toute richesse et de toute culture, et comme en général le travail productif n'est possible que par la société, son produit intégral appartient à la société, c'est-à-dire à tous les membres de celle-ci, tous devant participer au travail, et cela en vertu d'un droit égal, chacun recevant selon ses besoins raisonnables.

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe capitaliste ; l'état de dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes.

L'affranchissement du travail exige la transformation des instruments de travail en patrimoine commun de la société et la réglementation, par la communauté, du travail collectif, avec affectation d'une partie du produit aux besoins généraux et partage équitable du reste.

L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire.

II. — Partant de ces principes, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne s'efforce, par tous les moyens légaux, de fonder l'État libre et la société socialiste, de briser la loi d'airain des salaires par la destruction du système du travail salarié, d'abolir l'exploitation sous toutes ses formes, d'éliminer toute inégalité sociale et politique.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, bien qu'il agisse tout d'abord dans le cadre national, a conscience du caractère international du mouvement ouvrier, et il est résolu à remplir tous les devoirs qui s'imposent de ce fait aux travailleurs en vue de réaliser la fraternité de tous les hommes.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame, pour préparer les voies à la solution de la question sociale, l'établissement de sociétés ouvrières de production avec l'aide de l'État, sous le contrôle démocratique du peuple travailleur. Les sociétés de production doivent être suscitées dans l'industrie et l'agriculture avec une telle ampleur que l'organisation socialiste de l'ensemble du travail en résulte.

Le Parti socialiste d'Allemagne réclame comme base de l'État :

1. Suffrage universel égal, direct, secret et obligatoire pour tous les citoyens âgés d'au moins vingt ans et pour toutes les élections générales et communales. Le jour de l'élection sera un dimanche ou un jour férié.

2. Législation directe par le peuple. La guerre et la paix votées par le peuple.

3. Service militaire pour tous. Substitution de la milice populaire à l'armée permanente.

4. Suppression des lois d'exception, notamment des lois sur la presse, sur les réunions et les coalitions, et en général de toutes les lois restreignant la libre manifestation des opinions la liberté de la pensée et de l'étude.

5. Justice rendue par le peuple. Gratuité de la justice.

6. Éducation générale et égale du peuple par l'État. Obligation scolaire. Gratuité de l'instruction dans tous les établissements scolaires. La religion déclarée chose privée.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame, sous le régime social actuel :

1. La plus grande extension possible des droits et des libertés politiques dans le sens des revendications précitées.

2. Un impôt unique et progressif sur le revenu pour l'État et les communes, à la place de tous les impôts indirects, spécialement de ceux qui pèsent sur le peuple.

3. Droit illimité de coalition.

4. Journée de travail normale en rapport avec les besoins de la société. Défense de travailler le dimanche.

5. Interdiction du travail des enfants, ainsi que du travail des femmes qui porte préjudice à la santé et à la moralité.

6. Loi de protection de la vie et de la santé des travailleurs. Contrôle sanitaire des logements ouvriers. Surveillance du travail dans les usines, les fabriques et les ateliers, ainsi que du travail à domicile, par des fonctionnaires élus par les ouvriers. Loi punissant les infractions.

7. Réglementation du travail pénitentiaire.

8. Administration pleinement autonome de toutes les caisses ouvrières d'assistance et de secours mutuel.

## CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

GLOSES MARGINALES  
AU PROGRAMME DU PARTI  
OUVRIER ALLEMAND

## I

1. — *Le travail est la source de toute richesse et de toute culture, et comme le travail productif n'est possible que dans la société et par la société, son produit appartient intégralement, par droit égal, à tous les membres de la société.*

PREMIÈRE PARTIE DU PARAGRAPHE : “*Le travail est la source de toute richesse et de toute culture.*”

Le travail n'est pas *la source* de toute richesse. La *nature* est tout autant la source des valeurs d'usage que le travail, qui n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle, la force de travail de l'homme. Ce n'est qu'autant que l'homme, dès l'abord, agit en propriétaire à l'égard de la nature, cette source première de tous les moyens et matériaux de travail, ce n'est que s'il la traite comme un objet lui appartenant que son travail devient la source des valeurs d'usage, partant de la richesse.

Les bourgeois ont d'excellentes raisons pour attribuer au travail *cette surnaturelle puissance de création* : car, du fait que le travail est dans la dépendance de la nature, il s'ensuit que l'homme qui ne possède rien d'autre que sa force de travail sera forcément, en tout état de société et de civilisation, l'esclave d'autres hommes qui se seront érigés en détenteurs des conditions objectives du travail. Il ne peut travailler, et vivre par conséquent, qu'avec la permission de ces derniers.

DEUXIÈME PARTIE DE LA PROPOSITION : “*Le travail productif n'est possible que dans la société et par la société.*”

D'après la première proposition, le travail était la source de toute richesse et de toute culture, donc pas de société possible sans travail. Et voilà que nous apprenons au contraire que le travail “productif” n'est pas possible sans société.

On aurait pu dire, tout aussi bien, que c'est seulement dans la société que le travail inutile, et même socialement nuisible, peut devenir une branche d'industrie, que c'est seulement dans la société qu'on peut vivre de l'oisiveté, etc., etc. — bref recopier tout Rousseau.

TROISIÈMEMENT, LA CONSÉQUENCE : “*Et comme le travail productif n'est possible que dans la société et par la société, son produit appartient intégralement, par droit égal, à tous les membres de la société.*”

Belle conclusion !

Il n'y a de lien logique entre la première et la seconde partie du paragraphe que si l'on adopte la rédaction suivante :

“Dans la mesure où le travail évolue en travail social et devient ainsi source de richesse et de culture, se développent, chez le travailleur, la pauvreté et l'abandon, chez le non-travailleur, la richesse et la culture.”

Telle est la loi de toute l'histoire jusqu'à ce jour. Au lieu de faire des phrases générales sur le “travail” et la “société”, il fallait donc indiquer ici avec précision comment,

dans la société capitaliste actuelle, sont finalement créées les conditions matérielles et autres qui habilitent et obligent le travailleur à briser cette malédiction sociale.

2. — *Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe capitaliste. L'état de dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes.*

La proposition, empruntée aux statuts de l'Internationale, est fautive sous cette forme "améliorée".

Dans la société actuelle, les moyens de production sont le monopole des propriétaires fonciers et des capitalistes.

On a introduit cette rectification parce que Lassalle, pour des raisons aujourd'hui connues, attaquait *seulement* la classe capitaliste et non les propriétaires fonciers.

3. — *L'affranchissement du travail exige que les instruments de travail soient élevés à l'état de patrimoine commun de la société et que le travail collectif soit réglementé par la communauté avec partage équitable du produit.*

Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est "équitable" ? Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage "équitable" ?

"A tous les membres de la société" ? Même à ceux qui ne travaillent pas ? Que devient alors le "produit intégral du travail" ? — Aux seuls membres de la société qui travaillent ? Que devient alors le "droit égal" de tous les membres de la société ?

Le fond consiste en ceci que, dans cette société communiste, chaque travailleur doit recevoir, à la mode lassallienne, un "produit intégral du travail".

Si nous prenons d'abord le mot "produit du travail" dans le sens d'objet créé par le travail, alors le produit du travail de la communauté, c'est "*la totalité du produit social*".

Là-dessus, il faut défalquer :

*Premièrement* : un fonds destiné au remplacement des moyens de production usagés ;

*Deuxièmement* : une fraction supplémentaire pour accroître la production ;

*Troisièmement* : un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc.

Ces défalcatons sur le "produit intégral du travail" sont une nécessité économique, dont l'importance sera déterminée en partie, compte tenu de l'état des moyens et des forces en jeu, à l'aide du calcul des probabilités ; en tout cas, elles ne peuvent être calculées en aucune manière sur la base de l'équité.

Reste l'autre partie du produit total, destinée à la consommation.

Mais avant de procéder à la répartition individuelle, il faut encore retrancher :

*Premièrement* : *les frais généraux d'administration qui sont indépendants de la production.*

Comparativement à ce qui se passe dans la société actuelle, cette fraction se trouve d'emblée réduite au maximum et elle décroît à mesure que se développe la société nouvelle.

*Deuxièmement* : *ce qui est destiné à satisfaire les besoins de la communauté* : écoles, installations sanitaires, etc.

Cette fraction gagne d'emblée en importance, comparativement à ce qui se passe dans la société actuelle, et cette importance s'accroît à mesure que se développe la société nouvelle.

*Troisièmement* : *le fonds nécessaire à l'entretien de ceux qui sont incapables de travailler*, etc., bref ce qui relève de ce qu'on nomme aujourd'hui l'assistance publique officielle.

C'est alors seulement que nous arrivons au seul "partage" que, sous l'influence de Lassalle et d'une façon bornée, le programme ait en vue, c'est-à-dire à cette fraction des objets de consommation qui est répartie individuellement entre les producteurs de la collectivité.

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement — les défalcons une fois faites — l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcon faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme.

C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises : une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme.

Le *droit égal* est donc toujours ici, dans son principe... le *droit bourgeois*.

Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps ; et pour que le travail puisse servir de mesure, il faut déterminer sa durée ou son intensité, sinon il cesserait d'être unité. Ce *droit égal* est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre ; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels. *C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit.*

D'autre part : un ouvrier est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc., etc. A égalité de travail et par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devait être non pas égal, mais inégal.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !"

Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, c'était de toute façon une erreur que de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage, et de mettre sur lui l'accent.

A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même.

Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement.

4. — *L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes NE forment QU'UNE MASSE RÉACTIONNAIRE.*

Le premier couplet provient du préambule des statuts de l'Internationale, mais le préambule dit : "L'affranchissement de la classe des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" ; tandis qu'ici c'est la "classe des travailleurs" qui doit affranchir — quoi ? le "travail". Comprenez qui pourra.

Dans le *Manifeste communiste*, il est dit : "De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est *une classe vraiment révolutionnaire*. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique."

La bourgeoisie est ici considérée comme une classe révolutionnaire, — en tant qu'elle est l'agent de la grande industrie, — vis-à-vis des féodaux et des classes moyennes résolus à maintenir toutes les positions sociales qui sont le produit de modes de production périmés. Féodaux et classes moyennes ne forment donc pas *avec la bourgeoisie* une même masse réactionnaire.

D'autre part, le prolétariat est révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie parce que, issu lui-même de la grande industrie, il tend à dépouiller la production de son caractère capitaliste que la bourgeoisie cherche à perpétuer. Mais le *Manifeste* ajoute que "les classes moyennes... sont révolutionnaires... en considération de leur passage imminent au prolétariat".

De ce point de vue, c'est donc une absurdité de plus que de faire des classes moyennes, conjointement avec la bourgeoisie, et, par-dessus le marché, des féodaux "une même masse réactionnaire" en face de la classe ouvrière.

Lassalle savait par cœur le *Manifeste communiste*, de même que ses fidèles savent les saints écrits dont il est l'auteur. S'il le falsifiait aussi grossièrement, ce n'était que pour farder son alliance avec les adversaires absolutistes et féodaux contre la bourgeoisie.

5. — *La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord DANS LE CADRE DE L'ÉTAT NATIONAL ACTUEL, sachant bien que le résultat nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples.*

Contrairement au *Manifeste communiste* et à tout le socialisme antérieur, Lassalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national.

Il va absolument de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle *en tant que classe* et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais, comme le dit le *Manifeste communiste*, "quant à sa forme". Mais le "cadre de l'État national actuel", entre lui-même, à son tour, économiquement, "dans le cadre" du marché universel, et politiquement "dans le cadre" du système des États.

Et à quoi le Parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? A la conscience que le résultat de son effort "*sera la fraternité internationale des peuples*" — expression ronflante que l'on voudrait faire passer comme un équivalent de la fraternité internationale des classes ouvrières dans leur lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements. Des *fonctions internationales* de la classe ouvrière allemande par conséquent, pas un mot !

En fait, la profession d'internationalisme du programme est encore infiniment au-dessous de celle du parti libre-échangiste. Celui-ci prétend, lui aussi, que le résultat final de son action est la "fraternité internationale des peuples". Mais encore *fait-il quelque* chose pour internationaliser l'échange et ne se contente-t-il pas du tout de savoir... que chaque peuple fait, chez lui, du commerce.

L'action internationale des classes ouvrières ne dépend en aucune façon de l'existence de l'*Association internationale des travailleurs*. Celle-ci fut seulement la première tentative pour doter cette action d'un organe central ; tentative qui, par l'impulsion qu'elle a donnée, a eu des suites durables, mais qui, sous sa *première forme historique*, ne pouvait survivre longtemps à la chute de la Commune de Paris.

## II

*Partant de ces principes, le Parti ouvrier allemand s'efforce, par tous les moyens légaux, de fonder l'ÉTAT LIBRE — et — la société socialiste ; d'abolir le système salarié avec la LOI D'AIRAIN des salaires... ainsi que... l'exploitation sous toutes ses formes ; d'éliminer toute inégalité sociale et politique.*

Ainsi, à l'avenir, le Parti ouvrier allemand devra croire à la "loi d'airain" de Lassalle ! Pour que cette loi ne soit pas ruinée, on commet l'insanité de parler "d'abolir le système salarié avec la loi d'airain des salaires".

Mais si j'admets la loi avec l'estampille de Lassalle et, par conséquent, dans l'acception où il la prend, il faut également que j'en admette le fondement. Et quel fondement ! C'est la théorie malthusienne de la population. C'est précisément en se basant là-dessus que les économistes ont démontré, depuis cinquante ans et plus, que le socialisme ne peut supprimer la misère qui est fondée dans la nature des choses, mais qu'il ne peut que la généraliser, la répandre du même coup sur toute la surface de la société !

Mais tout cela n'est pas le principal. Le recul vraiment révoltant consiste en ceci :

Depuis la mort de Lassalle, *notre* Parti s'est ouvert à cette vue scientifique selon laquelle le salaire du travail n'est pas ce qu'il *paraît* être, à savoir *la valeur (ou le prix) du travail*, mais seulement une forme déguisée de la *valeur (ou du prix) de la force de travail*. Ainsi, une fois pour toutes, était mise au rebut, la vieille conception bourgeoise du salaire, et il était clairement établi que l'ouvrier salarié n'est autorisé à travailler pour assurer sa propre existence, autrement dit à *exister*, qu'autant qu'il travaille gratuitement un certain temps pour les capitalistes ; que tout le système de la production capitaliste vise à prolonger ce travail gratuit par l'extension de la journée de travail ou par le développement de la productivité, c'est-à-dire par une plus grande tension, de la force de travail, etc. ; que le système du travail salarié est, par conséquent, un système d'esclavage et, à vrai dire, un esclavage d'autant plus dur que se développent les forces sociales productives du travail, quel que soit le salaire, bon ou mauvais, que reçoit l'ouvrier. Lassalle *ignorait* ce qu'est le salaire et il prenait, à la suite des économistes bourgeois, l'apparence pour la chose elle-même.

C'est comme si, dans une révolte d'esclaves qui auraient enfin pénétré le secret de l'esclavage, un esclave empêtré dans des conceptions surannées inscrivait au programme de la révolte : l'esclavage doit être aboli parce que, dans le système de l'esclavage, l'entretien des esclaves ne saurait dépasser un certain maximum peu élevé !

Au lieu de la vague formule redondante qui termine le paragraphe : "éliminer toute inégalité sociale et politique", il fallait dire : avec la suppression des différences de classes s'évanouit d'elle-même toute inégalité sociale et politique résultant de ces différences.

## III

*Le Parti ouvrier allemand, réclame, pour PRÉPARER LES VOIES A LA SOLUTION DE LA QUESTION SOCIALE, l'établissement de sociétés de production avec L'AIDE DE L'ÉTAT, SOUS LE CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DU PEUPLE DES TRAVAILLEURS. Les sociétés de production doivent être suscitées dans l'industrie et l'agriculture avec une telle ampleur QUE L'ORGANISATION SOCIALISTE DE L'ENSEMBLE DU TRAVAIL EN RÉSULTE.*

Au lieu de découler du processus de transformation révolutionnaire de la société, “l’organisation socialiste de l’ensemble du travail résulte” de “l’aide de l’État”, aide que l’État fournit aux coopératives de production que lui-même (et non le travailleur) a “*suscitées*”. Croire qu’on peut construire une société nouvelle au moyen de subventions de l’État aussi facilement qu’on construit un nouveau chemin de fer, voilà qui est bien digne de la présomption de Lassalle !

Par un reste de pudeur, on place “l’aide de l’État”... sous le contrôle démocratique du “peuple des travailleurs”.

Un peuple de travailleurs qui, en sollicitant l’État de la sorte, manifeste sa pleine conscience qu’il n’est ni au pouvoir, ni mûr pour le pouvoir !

On abandonne le point de vue de l’action de classe pour retourner à celui de l’action de secte.

Dire que les travailleurs veulent établir les conditions de la production collective à l’échelle de la société et, chez eux, pour commencer, à l’échelle nationale, cela signifie seulement qu’ils travaillent au renversement des conditions de production d’aujourd’hui ; et cela n’a rien à voir avec la création de sociétés coopératives subventionnées par l’État. Et pour ce qui est des sociétés coopératives actuelles, elles n’ont de valeur *qu’autant* qu’elles sont des créations indépendantes aux mains des travailleurs et qu’elles ne sont protégées ni par les gouvernements, ni par les bourgeois.

#### IV

J’arrive maintenant à la partie démocratique.

##### A. — “*Libre fondement de l’État*”.

Tout d’abord, d’après ce qu’on a vu au chapitre II, le Parti ouvrier allemand cherche à réaliser l’“État libre”.

L’État libre, qu’est-ce à dire ?

Faire l’État libre, ce n’est nullement le but des travailleurs qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis.

Le Parti ouvrier allemand — du moins s’il fait sien ce programme montre que les idées socialistes ne sont pas même chez lui à fleur de peau ; au lieu de traiter la société présente (et cela vaut pour toute société future) comme le *fondement* de l’État présent (ou futur pour la société future), on traite au contraire l’État comme une réalité indépendante, possédant ses propres *fondements intellectuels, moraux et libres*.

Et maintenant, pour combler la mesure, quel horrible abus le programme ne fait-il pas des expressions “*État actuel*”, “*société actuelle*” et quel malentendu, plus horrible encore, ne crée-t-il pas au sujet de l’État auquel s’adressent ses revendications !

L’“État actuel”, au contraire, change avec la frontière. Il est en Angleterre autre qu’aux États-Unis. L’“État actuel” est donc une fiction.

Cependant, les divers États des divers pays civilisés, ont tous ceci de commun qu’ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne, plus ou moins développée au point de vue capitaliste. C’est ce qui fait que certains caractères essentiels leur sont communs. En ce sens, on peut parler d’“État actuel” par contraste avec l’avenir où la société bourgeoise, qui lui sert à présent de racine, aura cessé d’exister.

Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira l’État dans une société communiste ? Autrement dit : quelles fonctions sociales s’y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l’État ? Seule la science peut répondre à cette question ; et ce n’est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot État qu’on fera avancer le problème d’un saut de puce.



Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*.

B. — *Le Parti ouvrier allemand réclame comme base intellectuelle et morale de l'État :*

1. ÉDUCATION GÉNÉRALE, LA MÊME POUR TOUS, DU PEUPLE *par l'État. Obligation scolaire pour tous, instruction gratuite.*

*Éducation du peuple, la même pour tous ?* Qu'est-ce qu'on entend par ces mots ? Croit-on que, dans la société actuelle (et l'on n'a à s'occuper que d'elle), l'éducation puisse être *la même* pour toutes les classes ? Ou bien veut-on réduire par la force les classes supérieures à ne recevoir que cet enseignement restreint de l'école primaire, seul compatible avec la situation économique non seulement des ouvriers salariés, mais encore des paysans ?

Si, dans certains États, des établissements d'enseignement supérieur sont également "gratuits", cela signifie seulement qu'en fait ces États imputent sur les chapitres du budget général les dépenses scolaires des classes supérieures. Incidemment, il en va de même de cette "administration gratuite de la justice", réclamée à l'article 5. La justice criminelle est partout gratuite ; la justice civile roule presque uniquement sur des litiges de propriété et concerne donc, presque uniquement, les classes possédantes ? Vont-elles soutenir leurs procès aux frais du trésor public ?

Une "éducation du peuple par l'État" est chose absolument condamnable. Déterminer par une loi générale les ressources des écoles primaires, les aptitudes exigées du personnel enseignant, les disciplines enseignées, etc., et, comme cela se passe aux États-Unis, surveiller, à l'aide d'inspecteurs d'État, l'exécution de ces prescriptions légales, c'est absolument autre chose que de faire de l'État l'éducateur du peuple !

Bien plus, il faut proscrire de l'école au même titre toute influence du gouvernement et de l'Église. Bien mieux, dans l'Empire prusso-allemand, c'est au contraire l'État qui a besoin d'être éduqué d'une rude manière par le peuple.

D'ailleurs, tout le programme, en dépit de tout son drelin-drelin démocratique, est d'un bout à l'autre infecté par la servile croyance de la secte lassallienne à l'État ou, ce qui ne vaut pas mieux, par la croyance au miracle démocratique ; ou plutôt c'est un compromis entre ces deux sortes de foi au miracle, également éloignées du socialisme.

*"Liberté de conscience !"* Le Parti ouvrier avait là, l'occasion d'exprimer sa conviction que la bourgeoisie "liberté de conscience" n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de *liberté de conscience religieuse*, tandis que lui s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse. Seulement on se complaît à ne pas dépasser le niveau "bourgeois".

2. — *Journée normale de travail.*

En aucun autre pays, le parti ouvrier ne s'en est tenu à une revendication aussi imprécise, mais toujours il assigne à la journée de travail la durée qu'il considère comme normale, compte tenu des circonstances.

3. — *Limitation du travail des femmes et interdiction du travail des enfants.*

La réglementation de la journée de travail doit impliquer déjà la limitation du travail des femmes, pour autant qu'elle concerne la durée, les pauses, etc., de la journée de travail.

“*Interdiction du travail des enfants !*” : il était absolument indispensable d’indiquer la limite d’âge.

4. — *Surveillance par l’État du travail dans les fabriques, les ateliers et à domicile.*

Étant donné l’État prusso-allemand, il fallait incontestablement demander que les inspecteurs ne fussent révocables que par les tribunaux ; que tout ouvrier pût les déférer à la justice pour manquement à leurs devoirs ; qu’ils fussent pris dans le corps médical.

5. — *Réglementation du travail dans les prisons.*

Il fallait dire clairement qu’on n’entend pas que les criminels de droit commun par crainte de leur concurrence, soient traités comme du bétail et qu’on n’a pas l’intention de leur retirer ce qui est précisément leur unique moyen d’amendement, le travail productif. C’était bien le moins qu’on dût attendre de socialistes.

6. — *Une loi efficace sur la responsabilité.*

Il fallait dire ce qu’on entend par une loi “efficace” sur la responsabilité.

Remarquons en passant qu’à propos de la journée normale du travail, on a oublié la partie de la législation des fabriques qui concerne les règlements sur l’hygiène et les mesures à prendre contre les risques, etc. La loi sur la responsabilité entre en application dès que ces prescriptions sont violées.

Bref, cet appendice se distingue également par sa rédaction boiteuse.

## MARX, ENGELS, LÉNINE, A PROPOS DE L'ÉTAT

### LETTRE D'ENVOI DE KARL MARX A W. BRACKE

Londres, 5 mai 1875

MON CHER BRACKE,

Les gloses marginales qui suivent, critique du programme de coalition, ayez l'amabilité de les porter, après lecture, à la connaissance de Geib et d'Auer, de Bebel et de Liebkecht. Je suis surchargé de travail et fais déjà beaucoup plus que ce qui m'est prescrit par les médecins. Aussi n'est-ce nullement pour mon "plaisir" que j'ai griffonné ce long papier. Cela n'en était pas moins indispensable pour que, par la suite, les démarches que je pourrais être amené à faire ne pussent être mal interprétées par les amis du Parti auxquels est destinée cette communication.

Après le congrès d'unité nous publierons, Engels et moi, une brève déclaration dans laquelle nous indiquerons que nous n'avons rien de commun avec le programme de principe en question.

Cela est indispensable puisqu'on répand à l'étranger l'opinion soigneusement entretenue par les ennemis du Parti, — opinion absolument erronée, — que nous dirigeons ici, en secret, le mouvement du Parti dit d'Eisenach. Dans un écrit russe tout récemment paru, Bakounine, par exemple, me rend responsable non seulement de tous les programmes, etc., de ce Parti, mais encore de tout ce qu'a fait Liebkecht dès le premier jour de sa collaboration avec le Parti populaire (*Volkspartei* ).

Cela mis à part, c'est pour moi un devoir de ne pas reconnaître, fût-ce par un diplomatique silence, un programme qui, j'en suis convaincu, est absolument condamnable et qui démoralise le Parti.

Tout pas fait en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes. Si donc on se trouvait dans l'impossibilité de *dépasser* le programme d'Eisenach, — et les circonstances ne le permettaient pas, — on devait se borner à conclure un accord pour l'action contre l'ennemi commun. Si on fabrique, au contraire, des programmes de principes (au lieu d'ajourner cela à une époque où pareils programmes eussent été préparés par une longue activité commune), on pose publiquement des jalons qui indiqueront au monde entier le niveau du mouvement du Parti. Les chefs des lassalliens venaient à nous, poussés par les circonstances. Si on leur avait déclaré dès l'abord qu'on ne s'engagerait dans aucun marchandage de principes, il leur eût bien *fallu* se contenter d'un programme d'action ou d'un plan d'organisation en vue de l'action commune. Au lieu de cela, on leur permet de se présenter munis de mandats qu'on reconnaît soi-même avoir force obligatoire, et ainsi on se rend à la discrétion de gens qui ont besoin de vous. Pour couronner le tout, ils tiennent un nouveau congrès avant le congrès d'unité, tandis que notre parti tient le sien *post festum*\*. On voulait manifestement escamoter toute critique et bannir toute réflexion de notre propre Parti. On sait que le seul fait de l'union donne satisfaction aux ouvriers, mais on se trompe si l'on pense que ce résultat immédiat n'est pas trop chèrement payé.

\* Après la fête.

Au surplus, le programme ne vaut rien, même si l'on fait abstraction de la canonisation des articles de foi lassalliens.

Je vous enverrai bientôt les derniers fascicules de l'édition française du *Capital*. L'édition en a été longtemps suspendue, par suite de l'interdiction du gouvernement français. Cette semaine-ci, ou au commencement de la semaine prochaine, l'édition sera terminée.

Avez-vous eu les six premiers fascicules ? Veuillez me procurer l'adresse de Becker à qui je dois envoyer les derniers.

La librairie du *Volksstaat* \* a des manières à elle. C'est ainsi que par exemple, on ne m'a pas encore adressé un seul exemplaire imprimé du *Procès des communistes de Cologne*.

\* Organe central des eisenachiens de 1870 à 1876. Il paraissait hebdomadairement à Leipzig. Wilhelm Liebknecht en était le rédacteur en chef.

Meilleures salutations. Votre  
Karl MARX.

Friedrich ENGELS

LETTRE A AUGUST BEBEL

Londres, 18-28 mars 1875.

Mon cher Bebel,

J'ai reçu votre lettre du 23 février, et je me réjouis de savoir que vous êtes en si bonne santé.

Vous me demandez ce que nous pensons de toute cette histoire de fusion. Malheureusement, il en est de nous absolument comme de vous. Ni Liebknecht, ni moi que ce soit ne nous a fait parvenir la moindre communication, et nous ne savons donc, nous aussi, que ce que nous apprennent les journaux. Or, ces journaux ne contenaient rien à ce sujet jusqu'à la semaine dernière, où ils publièrent le projet de programme. Vous pensez si ce projet nous a étonnés.

Notre parti avait si souvent tendu la main aux lassalliens pour faire la paix ou tout au moins pour former un cartel, il avait été repoussé si souvent et de façon si cassante par les Hasenclever, les Hasselmann et les Tölcke que même un enfant aurait pu en conclure que si ces messieurs viennent aujourd'hui eux-mêmes nous offrir la réconciliation, c'est qu'ils sont dans une sacrée impasse. Étant donné le caractère bien connu de ces gens, c'est notre devoir de tirer profit de l'impasse où ils se trouvent, pour exiger toutes les garanties possibles, afin que ce ne soit pas aux dépens de notre Parti qu'ils raffermissent leur position ébranlée dans l'opinion des masses ouvrières. Il fallait les accueillir de la façon la plus froide, leur témoigner la plus grande méfiance, et faire dépendre la fusion des dispositions qu'ils montreront à abandonner leurs mots d'ordre sectaires ainsi que leur aide demandée à l'État et à accepter, dans ses points essentiels, le programme d'Eisenach de 1869 ou une nouvelle édition de celui-ci améliorée et conforme aux circonstances présentes. Du point de vue théorique, c'est-à-dire ce qu'il y a de décisif pour le programme, notre Parti n'a *absolument rien à apprendre* des lassalliens, alors que c'est l'inverse pour les lassalliens. La première condition de la fusion serait qu'ils cessassent d'être des sectaires, c'est-à-dire des lassalliens ; en d'autres termes, que leur panacée, à savoir l'aide de l'État, fût sinon abandonnée tout à fait par eux, du moins reconnue comme mesure transitoire et secondaire, comme une possibilité parmi beaucoup d'autres. Le projet de programme prouve que si nos gens sont théoriquement très supérieurs aux leaders lassalliens, ils leur sont bien inférieurs en fait de roublardise politique. Les "honnêtes" (*Ehrlichen*) ont de nouveau réussi à se faire cruellement rouler par les "malhonnêtes".

On commence, dans ce programme, par accepter la phrase suivante de Lassalle qui, bien que ronflante, est historiquement fautive : "Vis-à-vis de la classe ouvrière, toutes les autres classes ne forment qu'une seule masse réactionnaire". Cette phrase n'est vraie que dans quelques cas exceptionnels, par exemple dans une révolution du prolétariat comme la Commune, ou dans un pays où ce n'est pas la bourgeoisie seule qui a modelé l'État et la société à son image, mais où, après elle, la petite bourgeoisie démocratique a achevé cette transformation jusque dans ses dernières conséquences. Si en Allemagne, par exemple, la petite bourgeoisie démocratique appartenait à cette masse réactionnaire, comment le Parti ouvrier social-démocrate aurait-il pu pendant des années marcher la main dans la main avec elle, avec le Parti populaire (*Volkspartei*) ? Comment le *Volksstaat* aurait-il pu tirer toute la substance de son programme politique de l'organe de la petite bourgeoisie démocratique, la *Frankfurter Zeitung* ? Et comment se fait-il qu'au moins sept des revendications de ce même programme se retrouvent absolument mot à mot dans les programmes du Parti populaire et de la démocratie petite-bourgeoise ? J'entends les sept revendications politiques numérotées de 1 à 5 et de 1 à 2, dont il n'est pas une qui ne soit *bourgeoise-démocrate*.

Deuxièmement, le principe de l'internationalisme du mouvement ouvrier est, dans la pratique, complètement abandonné pour le présent, et cela par des gens qui, cinq ans durant et dans les circonstances les plus difficiles, ont défendu hautement ce principe de la façon la plus digne d'éloges. Le fait que les ouvriers allemands sont aujourd'hui à la tête du mouvement européen repose *avant tout* sur l'attitude vraiment internationale qu'ils ont eue pendant la guerre\* ; il n'y a pas d'autre prolétariat qui se serait aussi bien conduit. Et c'est aujourd'hui, où partout à l'étranger les ouvriers affirment ce principe avec la même vigueur et où les gouvernements font tous leurs efforts pour l'empêcher de se manifester dans une organisation, qu'ils devraient l'abandonner ? Que reste-t-il dans tout cela de l'internationalisme du mouvement ouvrier ? La faible perspective non pas d'une coopération future des ouvriers d'Europe en vue de leur affranchissement, mais d'une future "fraternisation internationale des peuples", des "États-Unis d'Europe" des bourgeois de la Ligue pour la paix !

\* La guerre franco-allemande de 1870-1871

Il n'était évidemment pas nécessaire de parler de l'Internationale comme telle. Mais, au moins, ne fallait-il pas marquer un recul sur le programme de 1869, et on pouvait dire par exemple : *bien que* le Parti ouvrier allemand soit obligé d'agir *pour l'instant* dans les limites des frontières existantes de l'État (le Parti ouvrier allemand n'a pas le droit de parler au nom du prolétariat européen, et encore moins d'avancer des choses fausses), il reste conscient des liens de solidarité qui l'unissent aux ouvriers de tous les pays et sera toujours prêt à remplir, comme par le passé, les devoirs que lui trace cette solidarité. De pareils devoirs existent même si l'on ne se considère ni ne se proclame comme faisant partie de l'Internationale : ce sont, par exemple, les secours en cas de besoin, l'opposition à l'envoi de main-d'œuvre étrangère en cas de grèves, les mesures prises pour que les organes du Parti tiennent les ouvriers allemands au courant du mouvement à l'étranger, l'agitation contre les guerres ou menaces de guerre provoquées par les chancelleries, l'attitude à observer, pendant ces guerres, comme celle que les ouvriers allemands surent observer en 1870-71, de façon exemplaire etc.

En troisième lieu, nos gens se sont laissé octroyer la "loi d'airain des salaires" de Lassalle, qui repose sur une conception tout à fait désuète d'économie politique, à savoir qu'en moyenne l'ouvrier ne reçoit qu'un *salaire minimum*, et cela parce que, d'après la théorie malthusienne de la population il y a toujours trop d'ouvriers (c'était là l'argumentation fournie par Lassalle). Or, Marx a abondamment prouvé dans *le Capital* que les lois qui régissent les salaires sont très compliquées et que, suivant les circonstances, c'est tantôt tel facteur tantôt tel autre qui domine ; qu'il n'y a donc pas lieu de parler d'une loi d'airain, mais au contraire, d'une loi fort élastique, et qu'il est impossible, par conséquent, de régler l'affaire en quelques mots comme Lassalle se l'imaginait. Le fondement malthusien de la loi que Lassalle a copiée dans Malthus et dans Ricardo\* (en falsifiant ce dernier) tel qu'on le voit reproduit à la page 5 du *Manuel du travailleur*, autre brochure de Lassalle, a été abondamment réfuté par Marx dans son chapitre sur l'"accumulation du capital". En adoptant la "loi d'airain" de Lassalle, on fait donc siennes une proposition fautive et une démonstration fallacieuse.

\* RICARDO, David (1772-1823) : Économiste anglais

En quatrième lieu, la *seule revendication sociale* que le programme fasse valoir est l'aide lassallienne de l'État, présentée sous la forme la moins voilée et telle que Lassalle l'a volée à Buchez. Et cela, après que Bracke ait prouvé tout le néant d'une pareille revendication ; après que presque tous, sinon tous les orateurs de notre Parti aient été obligés, dans leur lutte contre les lassalliens, de la combattre ! Notre Parti ne pouvait pas tomber plus bas dans l'humiliation. L'internationalisme descendu au niveau d'Armand Goegg\*, le socialisme à celui du républicain-bourgeois Buchez, qui *opposait* cette revendication *aux socialistes* pour les combattre !

\* GOEGG, Armand (1820-1897) : Chef bourgeois démocrate de Bade qui prit une grande part à la révolution de 1848-49.

Au mieux, l' "aide de l'État", dans le sens où Lassalle l'entend, ne devrait être qu'une mesure entre beaucoup d'autres, pour atteindre le but désigné ici par les paroles boiteuses que voici : "Préparer la voie à une solution de la question sociale". Comme s'il y avait encore pour nous, sur le terrain théorique, une *question sociale qui n'ait pas trouvé sa solution* ! Par conséquent, lorsqu'on dit : le Parti ouvrier allemand tend à supprimer le travail salarié, et par là même les différences de classes, en organisant la production dans l'industrie et dans l'agriculture sur une base coopérative et sur une échelle nationale ; il appuiera chaque mesure qui pourra contribuer à atteindre ce but ! — il n'y a pas un lassallien qui puisse avoir quelque chose à y redire.

En cinquième lieu, il n'est même pas question de l'organisation de la classe ouvrière, en tant que classe, par le moyen des syndicats. Et c'est là un point tout à fait essentiel, car il s'agit, à proprement parler, de l'organisation de classe du prolétariat, au sein de laquelle celui-ci mène ses luttes quotidiennes contre le capital, et se forme à la discipline, organisation qui aujourd'hui, même au milieu de la plus redoutable des réactions (comme c'est le cas en ce moment à Paris), ne peut absolument plus être détruite. Étant donné l'importance prise par cette organisation aussi en Allemagne, il serait, à notre avis, absolument nécessaire de la prendre en considération dans le programme et de lui donner si possible une place dans l'organisation du Parti.

Voilà le bilan de toutes les concessions que nos gens ont eu la complaisance de faire aux lassalliens. Et qu'est-ce qui leur a été concédé en échange ? Le droit de faire figurer au programme toute une série assez confuse de *revendications purement démocratiques* dont une partie est uniquement affaire de mode, telle que la "législation directe" qui existe en Suisse et y fait plus de mal que de bien, si tant est qu'elle y fasse quelque chose. Si encore il s'agissait d'*administration* par le peuple ! De même, il manque la première condition de toute liberté, à savoir que vis-à-vis de chaque citoyen, chaque fonctionnaire soit responsable de chacun des actes qu'il accomplit pendant l'exercice de ses fonctions, devant les tribunaux ordinaires et selon la loi commune. Je n'insisterai pas sur le fait que des revendications comme la liberté de la science et... la liberté de conscience figurent dans tout programme libéral de la bourgeoisie et ne sont guère à leur place ici.

L'État populaire libre est devenu un État libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un État libre est un État qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un État à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État, surtout après la Commune qui n'était plus un État, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'*État populaire*, bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le *Manifeste communiste* disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste l'État se dissout de lui-même et disparaît. L'État n'étant qu'une institution temporaire, dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre : tant que le prolétariat a encore *besoin* de l'État, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. Aussi, proposerions-nous de mettre partout à la place du mot État le mot Communauté (*Gemeinwesen*), excellent vieux mot allemand, répondant au mot français Commune.

L'expression "destruction de toute inégalité sociale et politique" au lieu de "abolition de toutes les différences de classes" est également très suspecte. D'un pays à l'autre, d'une province à l'autre, voire d'un endroit à l'autre, il y aura toujours une *certaine* inégalité dans les conditions d'existence, inégalité que l'on pourra bien réduire au minimum, mais non faire disparaître complètement. Les habitants des Alpes auront toujours d'autres conditions de vie que les habitants des plaines. Se représenter la société socialiste comme l'Empire de l'*égalité* est une conception française trop étroite et qui s'appuie sur la vieille devise *Liberté, Égalité,*

*Fraternité*, conception qui, en ses temps et lieu, a eu sa raison d'être parce qu'elle répondait à une *phase d'évolution*, mais qui, comme toutes les conceptions trop étroites des écoles socialistes qui nous ont précédés, devrait à présent être dépassée, puisqu'elle ne crée que de la confusion dans les esprits et qu'elle a été remplacée par des conceptions plus précises et répondant mieux aux réalités.

Je termine, bien que presque chaque mot, dans ce programme sans sève ni vigueur, soit à critiquer. Il est conçu de telle sorte qu'au cas où il serait accepté, ni Marx ni moi nous ne pourrions jamais adhérer au *nouveau* parti fondé sur une pareille base, et que nous serions obligés de réfléchir très sérieusement à l'attitude que nous prendrions — également devant l'opinion publique — vis-à-vis de lui. Songez qu'à l'étranger on *nous* rend responsables de chaque action, de chaque déclaration du Parti ouvrier social-démocrate allemand. C'est ce qu'a fait par exemple Bakounine dans son livre *Politique et anarchie*, où nous sommes rendus responsables de chaque parole inconsidérée que Liebknecht a pu prononcer ou écrire depuis la fondation du *Demokratisches Wochenblatt*. \*. Les gens s'imaginent que nous tirons d'ici les ficelles de toute cette histoire, alors que vous savez aussi bien que moi que nous ne nous sommes presque jamais mêlés des affaires intérieures du Parti et que, si par hasard nous l'avons fait, ce fut uniquement pour redresser dans la mesure du possible les bévues qui selon nous avaient été commises et à vrai dire *toujours dans l'ordre de la théorie*. Vous verrez vous-mêmes que ce programme marque un tournant qui pourrait fort bien nous forcer à récuser toute solidarité quelle qu'elle soit avec le Parti qui le reconnaît.

\* Le *Demokratisches Wochenblatt*. avait été fondé à Leipzig en 1867 par les eisenachiens antérieurement à leur séparation d'avec le *Sächsische Volkspartei* (Parti populaire saxon). Wilhelm Liebknecht en prit la direction le 1<sup>er</sup> janvier 1868.

En général, il est vrai, le programme officiel d'un parti importe bien moins que ses actes. Mais un *nouveau* programme est comme un étendard qu'on vient d'arborer au regard de tous, et c'est d'après lui que l'on juge le Parti. Il ne devrait donc en aucun cas marquer un recul, comme c'est le cas, sur le programme d'Eisenach. Il faudrait également songer à ce que les ouvriers des autres pays vont dire de ce programme et à l'impression que l'on aura à l'étranger à voir ainsi tout le prolétariat social-démocrate à genoux devant les lassalliens.

De plus, je suis persuadé qu'une fusion sur une *pareille* base ne durera pas un an. Vous voyez d'ici les hommes les plus intelligents de notre Parti s'appliquant à répéter par cœur les phrases de Lassalle sur la loi d'airain et l'aide de l'État ? Je voudrais vous y voir, vous par exemple ! Et s'ils le faisaient, leurs auditeurs les siffleraient. Or, je suis sûr que les lassalliens tiennent justement à *ces parties-là* du programme, comme le Juif Shylock tenait à sa livre de chair humaine. La scission viendra, mais nous aurons rendu "honnêtes" les Hasselmann, Hasenclever, Tölcke et consorts ; nous sortirons de la scission plus faibles et les lassalliens plus forts ; notre Parti aura perdu sa virginité politique et ne pourra plus jamais s'opposer franchement aux phrases creuses de Lassalle, puisqu'elles auront, pendant un temps, été inscrites sur son étendard ; et si les lassalliens prétendent alors de nouveau qu'ils sont le parti ouvrier le plus authentique et le seul, et que les nôtres sont des bourgeois, le programme sera là pour leur donner raison. Toutes les mesures socialistes de ce programme sont les *leurs* ; quant à *notre* Parti, il y a fait figurer uniquement les revendications de la démocratie petite bourgeoise, définie *par lui aussi*, dans le même programme, comme faisant partie de la "masse réactionnaire" !

J'ai tardé à vous faire parvenir cette lettre, car je savais que, le 1<sup>er</sup> avril seulement, vous deviez être mis en liberté, en l'honneur de l'anniversaire de Bismarck, et je ne voulais pas l'exposer au risque de la voir saisie en route, au moment où je vous la transmettais en fraude. Mais voici justement qu'arrive une lettre de Bracke, qui, lui aussi, exprime les plus vives objections et veut savoir notre façon de penser. Pour hâter les choses, je vous envoie donc la lettre par son intermédiaire, afin qu'il la lise lui aussi, et que je ne sois pas obligé de répéter toute l'histoire. J'ajoute qu'à Ramm également j'ai dit ses vérités. A Liebknecht je



n'ai écrit que très brièvement. Je ne lui pardonne pas de ne nous avoir pas écrit *un seul mot* de toute l'histoire avant qu'il ait été en quelque sorte trop tard (alors que Ramm et d'autres croyaient qu'il nous avait tenus tout à fait au courant). Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'il agit de la sorte, comme en témoigne la correspondance nombreuse et désagréable que Marx et moi nous avons échangée avec lui ; mais cette fois, cela passe les bornes, et *nous ne pouvons décidément plus faire route ensemble*.

Tâchez de vous arranger de façon à venir ici cet été. Inutile de vous dire que vous descendrez chez moi, et, si le temps le permet, nous irons passer quelques jours au bord de la mer, ce qui vous sera bien nécessaire après avoir entendu toutes ces récriminations.

Bien amicalement vôtre,

F.E.

Marx vient de déménager ; il habite maintenant 41, Maitland Park Crescent N. W. Londres.

## V.I LENINE

### SUR LA CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

#### LETTRE D'ENGELS A BEBEL

D'une *extrême* importance pour la question de l'État est la lettre d'Engels à Bebel du 18/28. III. 1875.

(BEBEL, *Aus meinem Leben*, IV<sup>e</sup> partie, p. 318 et suivantes, Stuttgart 1911. — Préface du 2. IX. 1911.)

Voici le passage le plus important au complet :

... L'État populaire est devenu un État libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un État libre est un État qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un État à gouvernement despotique. **Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État surtout après la Commune qui n'était plus un État, au sens propre.** Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'"État populaire", bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le *Manifeste communiste* disent explicitement qu'*avec l'instauration du régime socialiste l'État se dissout de lui-même et disparaît.* L'État n'étant qu'une institution temporaire, dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre : tant que le prolétariat a encore *besoin* [souligné par Engels] de l'État, *ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires.* Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. Aussi, proposerions-nous de mettre partout à la place du mot *État* [souligné par Engels] le mot "communauté", excellent vieux mot allemand répondant au mot français "commune".

C'est sans doute chez Marx et Engels le passage le plus parfait et certainement le plus incisif, pour ainsi dire, *contre* l'État.

1. "Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État."

2. "La Commune n'était plus un État au sens propre." (Quoi donc alors ? Manifestement la forme de transition de l'État au Non-État !)

3. Les anarchistes nous ont assez "jeté à la tête" l'"État populaire". (Marx et Engels avaient donc honte de cette erreur manifeste de leurs amis allemands ; toutefois, ils la tenaient, et à juste raison *dans les conditions d'alors*, pour une erreur incomparablement moins importante que l'erreur des anarchistes. Cela N.B. !)

4. L'État "se décompose de lui-même ("se dissout"), *Notabene* et disparaît" (Cf. plus tard "dépérit") "avec l'instauration du régime social socialiste"...

5. L'État est une "institution temporaire", dont on se sert "dans la lutte, dans la Révolution"... (dont bien entendu le *prolétariat* se sert)...

6. On se sert de l'État *non point pour la liberté*, mais pour *réprimer* (? réprimer n'est pas opprimer au sens propre, mais empêcher de restaurer, tenir en sujétion) les *ennemis du prolétariat*.

7. Et quand il y aura liberté il n'y aura pas d'État.

<p>Habituellement on tient les notions de "liberté" et de "démocratie" pour identiques et l'on emploie fréquemment l'une pour l'autre. C'est justement ainsi qu'en jugent les marxistes vulgaires (et à leur tête Kautsky, Plékhanov et Cie). En réalité, la démocratie exclut la liberté. La dialectique (la marche) du développement est la suivante : de l'absolutisme à la démocratie bourgeoise ; de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne : de la démocratie prolétarienne à pas de démocratie.</p>
--

8. “Nous” (c’est-à-dire Engels et *Marx* ) proposerions de mettre *partout* (dans le programme) à la place du mot “État” “communauté”, “commune !!!

Cela montre clairement que Marx et Engels ont été abêtis et souillés non seulement par les opportunistes, mais aussi par Kautsky.

De ces 8 pensées d’une richesse extraordinaire, les opportunistes *n ’en ont pas compris une seule !!*

Ils n’ont pris *que* la nécessité pratique du présent : l’utilisation de la lutte politique, l’utilisation de l’État *actuel* pour former, éduquer le prolétariat, pour “obtenir des concessions”. C’est juste (contre les anarchistes), mais ce n’est qu’1/100 du marxisme, si l’on peut s’exprimer de façon aussi mathématique.

Dans son activité de propagandiste et de publiciste en général, Kautsky a complètement étouffé (ou oublié ? ou pas compris ?) les points 1,2,5,6,7,8 ainsi que la “mise en pièces” de Marx (dans la polémique contre Pannekoek, en 1912 ou 13 [voir plus bas p. 45-47]. Kautsky était déjà dans cette question tout à fait tombé dans l’opportunisme).

Des anarchistes nous sépare (a) l’utilisation de l’État *maintenant* et (b) pendant la *révolution* du prolétariat (“dictature du prolétariat”) question de la plus haute importance pour la pratique dès maintenant (c’est précisément elles que Boukharine a *oubliées* !).

Des opportunistes nous séparent les vérités plus profondes “plus impérissables” (aa) du caractère “temporaire” de l’État, (bb) de la *nocivité* du “bavardage” sur l’État à présent, (cc) du caractère non entièrement étatique de la dictature du prolétariat, (dd) de la contradiction entre l’État et la liberté, (ee) de l’idée plus exacte (de la notion, terme du programme) de “communauté” au lieu d’État, (ff) de la “mise en pièces” de la machine bureaucratique-militaire. Il ne faut pas non plus oublier que si la *dictature du prolétariat* est repoussé directement par les opportunistes avérés d’Allemagne (Bernstein, Kolb entre autres) elle l’est *indirectement* par le programme officiel et par Kautsky, du fait qu’on la passe sous silence dans l’agitation de chaque jour et qu’on *supporte* l’activité de renégat des Kolb et consorts.

En août 1916, il a été écrit à Boukharine :

“Laisse *mûrir* tes idées sur l’État”. Mais lui ne les *a pas laissés* mûrir, il s’est glissé dans la presse comme “*Notabene* ” et il l’a fait de telle sorte qu’au lieu de démasquer les partisans de Kautsky, il leur est *venu en aide* par ses fautes. Dans le fond, cependant, Boukharine est plus près de la vérité que Kautsky.

## MARX. CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

Lettre de *Engels* à *Bebel*, écrite le 18/28. III. 1875.

Lettre de *Marx* à Bracke avec *Critique du programme de Gotha* écrite plus d’un mois après : le 5. V. 1875. (*Neue Zeit* IX. 1. 1891.) (1890-1891 n°18.)

A première vue, Marx semble être dans cette lettre bien plus “étatiste” qu’Engels, s’il est permis d’employer cette expression triviale de nos ennemis.

Engels propose (1) en général de ne pas parler de l’État ; (2) de remplacer ce mot par le mot “commune” ; (3) s’il déclare même de la Commune (c’est-à-dire de la “dictature du prolétariat”) qu’elle “n’était plus un État au sens propre”, Marx ne dit *pas un mot* de tout cela, mais, au *contraire*, il parle même “*de l’État* futur dans la société communiste” !! (*Neue Zeit*, IX. 1. p.573.)

A première vue, on pourrait avoir l’impression d’une contradiction banale, d’une confusion ou d’une divergence ! Mais, à première vue seulement !

Voici dans son texte complet le passage décisif (sur cette question) dans la lettre de Marx :

La “société actuelle”, c’est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgée des éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l’évolution historique particulière à chaque pays, plus ou moins développée. L’”État actuel”, au contraire, change avec la frontière. Il est dans l’Empire prusso-allemand autre qu’en Suisse, en Angleterre autre qu’aux États-Unis. L’”État actuel” est donc une fiction.

Cependant, les divers États des divers pays civilisés, nonobstant la multiple diversité de leurs formes, ont tous ceci de commun qu’ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne plus ou moins développée au point de vue capitaliste. C’est ce qui fait que certains caractères essentiels leur sont communs. En ce sens, l’on peut parler d’”État actuel” pris comme expression générique, par contraste avec l’avenir où la société bourgeoise, qui lui sert à présent de racine, aura cessé d’exister.

Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira *l’État dans une société communiste* ? Autrement dit : *quelles fonctions sociales s’y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l’État* ? Seule, la science peut répondre à cette question ; et ce n’est pas en accouplant de mille manières le mot “Peuple” avec le mot “État” qu’on fera avancer le problème d’un saut de puce.

Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l’État ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*. [souligné par Marx].

Le programme n’a pas à s’occuper pour l’instant, ni de cette dernière, ni de *l’État futur dans la société communiste*.

Il est évident que c’est là un reproche ; cela ressort de la phrase suivante : le programme a “à s’occuper” de la vieille litanie démocratique, *mais non* des questions de la dictature révolutionnaire du prolétariat et de l’État dans la société communiste...

Les revendications politiques ne contiennent rien de plus que la vieille litanie démocratique connue de tout le monde : suffrage universel, législation directe, droit du peuple, milice populaire, etc. Elles sont simplement l’écho du Parti populaire bourgeois de la Ligue de la paix et de la liberté... (p. 573)

(Ces revendications seraient déjà “réalisées”, toutefois nullement à l’intérieur des frontières de l’État allemand, mais dans d’autres, en Suisse, aux États-Unis. Ces revendications ne seraient à leur place que *dans une République démocratique*. Le programme ne réclamerait pas la République, comme le faisaient, sous Louis-Philippe et Louis-Napoléon, les ouvriers français dans leur programme, cela est impossible en Allemagne, en conséquence cela n’aurait aucun sens de réclamer du despotisme militaire des choses qui ne seraient à leur place que dans une république démocratique... même la démocratie vulgaire

est encore à cent coudées au-dessus d’un démocratisme de cette sorte, confinée dans les limites de ce qui est autorisé par la police et prohibée par la logique.)

En ces termes, Marx a pour ainsi dire prévu toute la trivialité du kautskysme : discours doucereux sur toutes sortes de bonnes choses qui aboutissent à embellir la réalité, car on y étouffe ou on y laisse dans l’ombre l’inconciliabilité de la paix démocratique et de l’impérialisme, de la démocratie et de la monarchie, etc.

Donc la dictature du prolétariat est une “période de transition politique” ; il est évident que l’*État de cette période* est, lui aussi, une transition entre l’État et le non-État ; c’est-à-dire “n’est plus un État au sens propre”. Par suite, il n’existe absolument aucune contradiction entre Marx et Engels sur cette question.

Mais Marx continue à parler de “l’État futur dans la société communiste” !! Donc, il y aura un État même dans “la société communiste” !! N’y a-t-il pas là une contradiction ? Non.

- |  |  |
|--|--|
| I. — Dans la société capitaliste État au sens propre.  | La bourgeoisie a besoin de l’État.       |
| II. — Transition (dictature du prolétariat). État du type de transition (n’est plus un État au sens propre). | Le prolétariat a besoin de l’État.       |
| III. — Société communiste : dépérissement de l’État.   | On n’a pas besoin de l’État, il dépérit. |

Conséquence logique et clarté absolues !!  
Autrement dit :

- |   |  |
|---|--|
| I. — La démocratie est purement exceptionnelle, elle n’est jamais complète.                                       | I. — Démocratie seulement pour les riches et pour une petite couche du prolétariat. [Les pauvres, elle les laisse froids !]                                      |
| II. — Démocratie presque complète, limitée seulement par la <i>répression</i> de la résistance de la bourgeoisie. | II. — Démocratie pour les pauvres, pour 9/10 de la population, répression par force de la résistance des riches.   |
| III. — Démocratie réellement complète qui devient l’habitude et <i>de ce fait</i> dépérit...                      | III. — Démocratie complète qui devient l’habitude et de ce fait dépérit, qui fait place au principe “De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.” |
- La démocratie complète n’est identique à aucune démocratie d’aucune sorte.

La question de l’État est aussi traitée dans un passage essentiel de la *Critique du programme de Gotha*, où est donnée une analyse *économique* de la société future.

Marx critique ici (pp. 565-567) l’idée de Lassalle du “produit intégral du travail”, montre la nécessité de défalquer le fonds destiné à remplacer les moyens de production usagés, le fonds de réserve, les dépenses pour l’administration, les écoles, les installations sanitaires, etc. *et il continue* :

Ce à quoi nous avons affaire ici, c’est à une société communiste, non pas telle qu’elle s’est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu’elle vient de *sortir* de la société capitaliste ; une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel porte encore les stigmates de l’ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement — les défalcons une fois faites — l’équivalent exact de ce qu’il a donné à la société. Ce qu’il lui a donné, c’est son *quantum* individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu’il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu’il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu’il a fourni tant de travail (défalcon faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d’objets de consommation autant que coûte une quantité égale de travail. Le même *quantum* de travail qu’il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d’elle, en retour, sous une autre forme (p. 566).

Rien ne peut entrer dans la propriété de l’individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs pris

individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes, une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme (p. 567).

Ce droit égal suppose l'*inégalité*, l'inégalité effective, l'*inégalité* des hommes, car l'un est fort et l'autre faible, etc. (les individus "ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux") (p.567), l'un recevra plus que l'autre.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Dans une *phase supérieure* de la société *communiste*, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon **borné du droit bourgeois** pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !" (P.567.)

---

---

On distingue donc ici d'une façon claire, nette, précise deux phases de la société communiste :

---

---

La phase *inférieure* ("première"), répartition des objets de consommation "proportionnellement" au *quantum* de travail que chacun fournit à la société. L'inégalité de la répartition est encore grande. L'"horizon borné du droit bourgeois" n'est *pas encore entièrement dépassé*. Cela N.B. !! Avec le droit (à demi-bourgeois) l'État (à demi-bourgeois) également n'a manifestement pas encore entièrement disparu. Cela *Notabene* !!

La phase "*supérieure*". "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins". Quand cela est-il possible ? Quand 1° l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel a disparu ; 2° le travail devient *le premier besoin vital* (N.B. : l'habitude de travailler devient la règle, sans contrainte !); 3° les forces productives se seront accrues prodigieusement, etc. Il est évident que le dépérissement *complet* de l'État n'est possible qu'à ce stade supérieur. Cela N.B.

## LETTRE D'ENGELS. 1875

La lettre d'Engels à Bebel du 18/28. III. 1875 contient encore des passages particulièrement instructifs qui éclairent mieux certains aspects du marxisme que nulle part ailleurs :

1) ... On commence, [dans le programme de Gotha], par accepter la phrase suivante de Lassalle qui, bien que ronflante, est historiquement fautive : vis-à-vis de la classe ouvrière toutes les autres classes ne forment qu'*une seule* masse réactionnaire. Cette phrase n'est vraie que dans quelques cas exceptionnels, par exemple dans une révolution du prolétariat comme la Commune, ou dans un pays où ce n'est pas la bourgeoisie seule qui a modelé l'État et la société à son image, mais où, après elle, la petite bourgeoisie démocratique a achevé cette transformation jusque dans ses dernières conséquences (p. 319).

(En Allemagne vous avez marché “pendant des années”, la main dans la main avec le Parti populaire et vous posez 7 revendications politiques, “dont il n’est pas une qui ne soit *bourgeoise* [souligné par Engels] démocrate”.)

2) ... En cinquième lieu [cinquième objection d’Engels], il n’est même pas question de l’organisation de la classe ouvrière en tant que classe par le moyen des *syndicats*. Et c’est là un point tout à fait essentiel, car il s’agit, à *proprement parler*, de *l’organisation de classe du prolétariat*, au sein de laquelle celui-ci mène ses luttes quotidiennes contre le capital, et se forme à la discipline, organisation qui aujourd’hui, même au milieu de la plus redoutable des réactions (comme c’est le cas en ce moment à Paris), ne peut absolument plus être détruite. Étant donné l’importance prise par cette organisation aussi en Allemagne, il serait, à notre avis, absolument nécessaire de la prendre en considération dans le programme et de lui donner si possible une place dans l’organisation du Parti (p.321).

3) ... De même, il manque [dans le programme] la première condition de toute liberté, à savoir que vis-à-vis de chaque citoyen, chaque fonctionnaire soit responsable de chacun des actes qu’il accomplit pendant l’exercice de ses fonctions, devant les tribunaux ordinaires et selon la loi commune (p321).

4) ... L’expression “destruction de toute inégalité sociale et politique” au lieu de “abolition de toutes les différences de classes” est également très suspecte. D’un pays à l’autre, d’une province à l’autre, voire d’un endroit à l’autre, il y aura toujours une *certaine* inégalité dans les conditions d’existence, inégalité que l’on pourra bien réduire au minimum, mais non faire disparaître complètement. Les habitants des Alpes auront toujours d’autres conditions de vie que les habitants des plaines. Se représenter la société socialiste comme l’Empire de l’*égalité* est une conception française trop étroite et qui s’appuie sur la vieille devise : Liberté, Égalité, Fraternité, conception qui, en ses temps et lieu, a eu sa raison d’être parce qu’elle correspondait à *une phase d’évolution*, mais qui, comme toutes les conceptions trop étroites des écoles socialistes qui nous ont précédés, devrait à présent être dépassée, puisqu’elle ne crée que la confusion dans les esprits et puisqu’elle a été remplacée par des conceptions plus précises et répondant mieux aux réalités (p.322).

5) Bakounine dans son livre *Politique et anarchie* nous rend responsables de chaque parole inconsidérée de Liebknecht (pp. 322-323).

6) En général, il est vrai, *le programme officiel d’un Parti importe bien moins que ses actes*. Mais un *nouveau* programme est comme un étendard qu’on vient d’arborer au regard de tous, et c’est d’après lui que l’on juge le Parti (p. 323).

Bebel a répondu, entre autres à Engels le 21. IX. 1875 :

*Je suis parfaitement d’accord avec le jugement* que vous portez sur le projet de programme ainsi que le démontrent aussi les lettres que j’ai écrites à Bracke. J’ai aussi fait de vifs reproches à Liebknecht sur sa mollesse..., mais une fois que le malheur est arrivé... le tout est une question d’éducation.

Bebel *lui-même* partageait peu de temps auparavant toutes ces opinions confuses sur l’“État populaire”, ainsi que le prouve sa brochure *Nos Buts* (9e édition 1886, *Sozialdemokratische Bibliothek*, réimpression sans modification de la 3e édition de 1872) p. 14 : “D’État reposant sur *la domination de classe*, l’État doit donc être transformé en *État populaire*... et dans cet État... la production coopérative doit remplacer... les entreprises privées”... Et, précisément, page 44, il recommande *aussi bien* Marx *que* Lassalle !!! L’un à

côté de l'autre !! A l'époque, Bebel ne voyait pas la différence entre eux dans la question de l'État.



## V.I LENINE

### SUR LA CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

#### LETTRE D'ENGELS A BEBEL

D'une *extrême* importance pour la question de l'État est la lettre d'Engels à Bebel du 18/28. III. 1875.

(BEBEL, *Aus meinem Leben*, IV<sup>e</sup> partie, p. 318 et suivantes, Stuttgart 1911. — Préface du 2. IX. 1911.)

Voici le passage le plus important au complet :

... L'État populaire est devenu un État libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un État libre est un État qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un État à gouvernement despotique. **Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État** surtout *après la Commune* **qui n'était plus un État, au sens propre.** Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'"État populaire", bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le *Manifeste communiste* disent explicitement qu'*avec l'instauration du régime socialiste l'État se dissout de lui-même et disparaît.* L'État n'étant qu'une institution temporaire, dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre : tant que le prolétariat a encore *besoin* [souligné par Engels] de l'État, *ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires . Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel.* Aussi, proposerions-nous de mettre partout à la place du mot *État* [souligné par Engels] le mot "communauté", excellent vieux mot allemand répondant au mot français "commune".

N.B.  
N.B.

C'est sans doute chez Marx et Engels le passage le plus parfait et certainement le plus incisif, pour ainsi dire, *contre* l'État.

1. "Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État."

2. "La Commune n'était plus un État au sens propre." (Quoi donc alors ? Manifestement la forme de transition de l'État au Non-État !)

3. Les anarchistes nous ont assez "jeté à la tête" l'"État populaire". (Marx et Engels avaient donc honte de cette erreur manifeste de leurs amis allemands ; toutefois, ils la tenaient, et à juste raison *dans les conditions d'alors*, pour une erreur incomparablement moins importante que l'erreur des anarchistes. Cela N.B. !)

4. L'État "se décompose de lui-même ("se dissout"), *Notabene* et disparaît" (Cf. plus tard "dépérit") "avec l'instauration du régime social socialiste"...

5. L'État est une "institution temporaire", dont on se sert "dans la lutte, dans la Révolution"... (dont bien entendu le *prolétariat* se sert)...

6. On se sert de l'État *non point pour la liberté*, mais pour *réprimer* (? réprimer n'est pas opprimer au sens propre, mais empêcher de restaurer, tenir en sujétion) les *ennemis du prolétariat*.

7. Et quand il y aura liberté il n'y aura pas d'État.

Habituellement on tient les notions de "liberté" et de "démocratie" pour identiques et l'on emploie fréquemment l'une pour l'autre. C'est justement ainsi qu'en jugent les marxistes vulgaires (et à leur tête Kautsky, Plékhanov et Cie). En réalité, la démocratie exclut la liberté.

La dialectique (la marche) du développement est la suivante : de l'absolutisme à la démocratie bourgeoise ; de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne : de la démocratie prolétarienne à pas de démocratie.

8. "Nous" (c'est-à-dire Engels et Marx ) proposerions de mettre *partout* (dans le programme) à la place du mot "État" "communauté", "commune !!!" N.B !!!

Cela montre clairement que Marx et Engels ont été abêtis et souillés non seulement par les opportunistes, mais aussi par Kautsky.

De ces 8 pensées d'une richesse extraordinaire, les opportunistes n'en ont pas compris une seule !!

Ils n'ont pris que la nécessité pratique du présent : l'utilisation de la lutte politique, l'utilisation de l'État *actuel* pour former, éduquer le prolétariat, pour "obtenir des concessions". C'est juste (contre les anarchistes), mais ce n'est qu'1/100 du marxisme, si l'on peut s'exprimer de façon aussi mathématique.

Dans son activité de propagandiste et de publiciste en général, Kautsky a complètement étouffé (ou oublié ? ou pas compris ?) les points 1,2,5,6,7,8 ainsi que la "mise en pièces" de Marx (dans la polémique contre Pannekoek, en 1912 ou 13 [voir plus bas p. 45-47]. Kautsky était déjà dans cette question tout à fait tombé dans l'opportunisme).

Des anarchistes nous sépare (a) l'utilisation de l'État *maintenant* et (b) pendant la *révolution* du prolétariat ("dictature du prolétariat") question de la plus haute importance pour la pratique dès maintenant (c'est précisément elles que Boukharine a *oubliées* !).

Des opportunistes nous séparent les vérités plus profondes "plus impérissables" (aa) du caractère "temporaire" de l'État, (bb) de la *nocivité* du "bavardage" sur l'État à présent, (cc) du caractère non entièrement étatique de la dictature du prolétariat, (dd) de la contradiction entre l'État et la liberté, (ee) de l'idée plus exacte (de la notion, terme du programme) de "communauté" au lieu d'État, (ff) de la "mise en pièces" de la machine bureaucratique-militaire. Il ne faut pas non plus oublier que si la *dictature du prolétariat* est repoussé directement par les opportunistes avérés d'Allemagne (Bernstein, Kolb entre autres) elle l'est *indirectement* par le programme officiel et par Kautsky, du fait qu'on la passe sous silence dans l'agitation de chaque jour et qu'on *supporte* l'activité de renégat des Kolb et consorts.

En août 1916, il a été écrit à Boukharine :

"Laisse *mûrir* tes idées sur l'État". Mais lui ne les *a pas laissés* mûrir, il s'est glissé dans la presse comme "*Notabene*" et il l'a fait de telle sorte qu'au lieu de démasquer les partisans de Kautsky, il leur est *venu en aide* par ses fautes. Dans le fond, cependant, Boukharine est plus près de la vérité que Kautsky.

## MARX. CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

Lettre de Engels à Bebel, écrite le 18/28. III. 1875.

Lettre de Marx à Bracke avec *Critique du programme de Gotha* écrite plus d'un mois après : le 5. V. 1875. (*Neue Zeit* IX. 1. 1891.) (1890-1891 n°18.)

A première vue, Marx semble être dans cette lettre bien plus "étatiste" qu'Engels, s'il est permis d'employer cette expression triviale de nos ennemis.

Engels propose (1) en général de ne pas parler de l'État ; (2) de remplacer ce mot par le mot "commune" ; (3) s'il déclare même de la Commune (c'est-à-dire de la "dictature du prolétariat") qu'elle "n'était plus un État au sens propre", Marx ne dit *pas un mot* de tout cela, mais, au *contraire*, il parle même "*de l'État* futur dans la société communiste" !! (*Neue Zeit*, IX. 1. p.573.)

A première vue, on pourrait avoir l'impression d'une contradiction banale, d'une confusion ou d'une divergence ! Mais, à première vue seulement !

Voici dans son texte complet le passage décisif (sur cette question) dans la lettre de Marx :

La “société actuelle”, c’est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgée des éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l’évolution historique particulière à chaque pays, plus ou moins développée. L’”État actuel”, au contraire, change avec la frontière. Il est dans l’Empire prusso-allemand autre qu’en Suisse, en Angleterre autre qu’aux États-Unis. L’”État actuel” est donc une fiction.

Cependant, les divers États des divers pays civilisés, nonobstant la multiple diversité de leurs formes, ont tous ceci de commun qu’ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne plus ou moins développée au point de vue capitaliste. C’est ce qui fait que certains caractères essentiels leur sont communs. En ce sens, l’on peut parler d’”État actuel” pris comme expression générique, par contraste avec l’avenir où la société bourgeoise, qui lui sert à présent de racine, aura cessé d’exister.

Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira *l’État dans une société communiste* ? Autrement dit : *quelles fonctions sociales s’y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l’État* ? Seule, la science peut répondre à cette question ; et ce n’est pas en accouplant de mille manières le mot “Peuple” avec le mot “État” qu’on fera avancer le problème d’un saut de puce. N.B.

Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l’État ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*. [souligné par Marx].

Le programme n’a pas à s’occuper pour l’instant, ni de cette dernière, ni *de l’État futur dans la société communiste*.

Il est évident que c’est là un reproche ; cela ressort de la phrase suivante : le programme a “à s’occuper” de la vieille litanie démocratique, *mais non* des questions de la dictature révolutionnaire du prolétariat et de l’État dans la société communiste...

Les revendications politiques ne contiennent rien de plus que la vieille litanie démocratique connue de tout le monde : suffrage universel, législation directe, droit du peuple, milice populaire, etc. Elles sont simplement l’écho du Parti populaire bourgeois de la Ligue de la paix et de la liberté... (p. 573)

(Ces revendications seraient déjà “réalisées”, toutefois nullement à l’intérieur des frontières de l’État allemand, mais dans d’autres, en Suisse, aux États-Unis. Ces revendications ne seraient à leur place que *dans une République démocratique*. Le programme ne réclamerait pas la République, comme le faisaient, sous Louis-Philippe et Louis-Napoléon, les ouvriers français dans leur programme, cela est impossible en Allemagne, en conséquence cela n’aurait aucun sens de réclamer du despotisme militaire des choses qui ne seraient à leur place que dans une république démocratique... même la démocratie vulgaire

est encore à cent coudées au-dessus d’un démocratisme de cette sorte, confinée dans les limites de ce qui est autorisé par la police et prohibée par la logique.) (et très important).

En ces termes, Marx a pour ainsi dire prévu toute la trivialité du kautskysme : discours douxereux sur toutes sortes de bonnes choses qui aboutissent à embellir la réalité, car on y

étouffe ou on y laisse dans l'ombre l'inconciliabilité de la paix démocratique et de l'impérialisme, de la démocratie et de la monarchie, etc.

Donc la dictature du prolétariat est une "période de transition politique" ; il est évident que l'*État de cette période* est, lui aussi, une transition entre l'État et le non-État ; c'est-à-dire "n'est plus un État au sens propre". Par suite, il n'existe absolument aucune contradiction entre Marx et Engels sur cette question.

Mais Marx continue à parler de "l'État futur dans la société communiste" !! ||  
Donc, il y aura un État même dans "la société communiste" !! N'y a-t-il pas là une contradiction ? Non.

I. — Dans la société capitaliste État au sens propre.	La bourgeoisie a besoin de l'État.
II. — Transition (dictature du prolétariat). État du type de transition (n'est plus un État au sens propre).	Le prolétariat a besoin de l'État.
III. — Société communiste : dépérissement de l'État.	On n'a pas besoin de l'État, il dépérit.

Conséquence logique et clarté absolues !!  
Autrement dit :

I. — La démocratie est purement exceptionnelle, elle n'est jamais complète.	I. — Démocratie seulement pour les riches et pour une petite couche du prolétariat. [Les pauvres, elle les laisse froids !]
II. — Démocratie presque complète, limitée seulement par la <i>répression</i> de la résistance de la bourgeoisie.	II. — Démocratie pour les pauvres, pour 9/10 de la population, répression par force de la résistance des riches.
III. — Démocratie réellement complète qui devient l'habitude et <i>de ce fait</i> dépérit...	III. — Démocratie complète qui devient l'habitude et <i>de ce fait</i> dépérit, qui fait place au principe "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins."

La démocratie complète n'est identique à aucune démocratie d'aucune sorte.

La question de l'État est aussi traitée dans un passage essentiel de la *Critique du programme de Gotha*, où est donnée une analyse *économique* de la société future.

Marx critique ici (pp. 565-567) l'idée de Lassalle du "produit intégral du travail", montre la nécessité de défalquer le fonds destiné à remplacer les moyens de production usagés, le fonds de réserve, les dépenses pour l'administration, les écoles, les installations sanitaires, etc. *et il continue* :

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste, non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste ; une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement — les défalcatons une fois faites — l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son *quantum* individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail

N.B. ||  
N.B. ||

individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de travail. Le même *quantum* de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme (p. 566).

Rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes, une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme (p. 567).

Ce droit égal suppose l'*inégalité*, l'inégalité effective, l'*inégalité* des hommes, car l'un est fort et l'autre faible, etc. (les individus "ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux") (p.567), l'un recevra plus que l'autre.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Dans une *phase supérieure* de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon **borné du droit bourgeois** pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !" (P.567.)

<p>Donc :</p> <p>I. Long et douloureux enfantement.</p> <p>II. Première phase de la société communiste</p> <p>III. Phase supérieure de la société communiste.</p>
---

N.B.

<p>On distingue donc ici d'une façon claire, nette, précise deux phases de la société communiste :</p>
--

La phase *inférieure* ("première"), répartition des objets de consommation "proportionnellement" au *quantum* de travail que chacun fournit à la société. L'inégalité de la répartition est encore grande. L'"horizon borné du droit bourgeois" n'est *pas encore entièrement dépassé*. Cela N.B. !! Avec le droit (à demi-bourgeois) l'État (à demi-bourgeois) également n'a manifestement pas encore entièrement disparu. Cela *Notabene* !!

Également une forme de la contrainte : "qui ne travaille pas, ne mange pas".

N.B.

La phase "*supérieure*". "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins". Quand cela est-il possible ? Quand 1°

Le travail est devenu

l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel a disparu ; 2° le travail devient *le premier besoin vital* (N.B. : l'habitude de travailler devient la règle, sans contrainte !) ; 3° les forces productives se seront accrues prodigieusement, etc. Il est évident que le dépérissement *complet* de l'État n'est possible qu'à ce stade supérieur. Cela N.B.

#### LETTRE D'ENGELS. 1875

La lettre d'Engels à Bebel du 18/28. III. 1875 contient encore des passages particulièrement instructifs qui éclairent mieux certains aspects du marxisme que nulle part ailleurs :

1) ... On commence, [dans le programme de Gotha], par accepter la phrase suivante de Lassalle qui, bien que ronflante, est historiquement fausse : vis-à-vis de la classe ouvrière toutes les autres classes ne forment qu'une seule masse réactionnaire. Cette phrase n'est vraie que dans quelques cas exceptionnels, par exemple dans une révolution du prolétariat comme la Commune, ou dans un pays où ce n'est pas la bourgeoisie seule qui a modelé l'État et la société à son image, mais où, après elle, la petite bourgeoisie démocratique a achevé cette transformation jusque dans ses dernières conséquences (p. 319). (comme en Suisse)

(En Allemagne vous avez marché "pendant des années", la main dans la main avec le Parti populaire et vous posez 7 revendications politiques, "dont il n'est pas une qui ne soit *bourgeoise* [souligné par Engels] démocrate".) N.B.

2) ... En cinquième lieu [cinquième objection d'Engels], il n'est même pas question de l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe par le moyen des *syndicats*. Et c'est là un point tout à fait essentiel, car il s'agit, à proprement parler, de l'organisation de classe du prolétariat, au sein de laquelle celui-ci mène ses luttes quotidiennes contre le capital, et se forme à la discipline, organisation qui aujourd'hui, même au milieu de la plus redoutable des réactions (comme c'est le cas en ce moment à Paris), ne peut absolument plus être détruite. Étant donné l'importance prise par cette organisation aussi en Allemagne, il serait, à notre avis, absolument nécessaire de la prendre en considération dans le programme et de lui donner si possible une place dans l'organisation du Parti (p.321). tiens ! N.B.

3) ... De même, il manque [dans le programme] la première condition de toute liberté, à savoir que vis-à-vis de chaque citoyen, chaque fonctionnaire soit responsable de chacun des actes qu'il accomplit pendant l'exercice de ses fonctions, devant les tribunaux ordinaires et selon la loi commune (p321). N.B.

4) ... L'expression "destruction de toute inégalité sociale et politique" au lieu de "abolition de toutes les différences de classes" est également très suspecte. D'un pays à l'autre, d'une province à l'autre, voire d'un endroit à l'autre, il y aura toujours une certaine inégalité dans les conditions d'existence, inégalité que l'on pourra bien réduire au minimum, mais non faire disparaître complètement. Les habitants des Alpes auront toujours d'autres conditions de vie que les habitants des plaines. Se représenter la société socialiste comme l'Empire de l'égalité est une conception française trop étroite et qui s'appuie sur la vieille devise : Liberté, Égalité, Fraternité, conception qui, en ses temps et lieu, a eu sa raison d'être parce qu'elle correspondait à une phase d'évolution, mais qui, comme toutes les conceptions trop étroites des écoles socialistes qui nous ont précédés, devrait à présent être dépassée, puisqu'elle ne crée que la confusion dans les esprits et puisqu'elle a été remplacée par des conceptions plus précises et répondant mieux aux réalités (p.322). N.B.

5) Bakounine dans son livre *Politique et anarchie* nous rend responsables de chaque parole inconsidérée de Liebknecht (pp. 322-323). "Parole inconsidérée"

6) En général, il est vrai, *le programme officiel d'un Parti importe bien moins que ses actes*. Mais un *nouveau* programme est comme un étendard qu'on vient d'arborer au regard de tous, et c'est d'après lui que l'on juge le Parti (p. 323).

Bebel a répondu, entre autres à Engels le 21. IX. 1875 :

*Je suis parfaitement d'accord avec le jugement* que vous portez sur le projet de programme ainsi que le démontrent aussi les lettres que j'ai écrites à Bracke. J'ai aussi fait de vifs reproches à Liebknecht sur sa mollesse..., mais une fois que le malheur est arrivé... le tout est une question d'éducation. N.B. Ah ! Ah !

Bebel *lui-même* partageait peu de temps auparavant toutes ces opinions confuses sur l'"État populaire", ainsi que le prouve sa brochure *Nos Buts* (9e édition 1886, *Sozialdemokratische Bibliothek*, réimpression sans modification de la 3e édition de 1872) p. 14 : "D'État reposant sur *la domination de classe*, l'État doit donc être transformé en *État populaire*... et dans cet État... la production coopérative doit remplacer... les entreprises privées"... Et, précisément, page 44, il recommande *aussi bien* Marx *que* Lassalle !!! L'un à côté de l'autre !! A l'époque, Bebel ne voyait pas la différence entre eux dans la question de l'État.